Psihologia Socială, nr. 51(I)/2023, pp. 7-9

Pratiquer les sciences sociales aujourd'hui au Maroc

Grazia Scarfò Ghellab[1], *Kamal Mellakh*[2]

Ce numéro de la revue *Psihologia Socială* porte sur la pratique des sciences sociales au Maroc. Toutefois, il n'est nullement question ici de dresser un état des lieux sur la recherche marocaine en sciences sociales, sur ses méthodes et l'évolution des différentes disciplines. Nous voudrions, à travers une collection de contribution de chercheurs, appartenant à différentes générations et spécialisations, donner un aperçu sur l'affirmation d'un discours critique sur la société marocaine utilisant les sciences sociales comme boite à outils.

Les contributions réunies dans ce numéro sous forme d'articles ou de comptes rendus critiques d'ouvrages ont ainsi comme ambition d'analyser et de comprendre, d'une manière distanciée et sur une base empirique, des questions sociales complexes aux enjeux cruciaux pour la société marocaine d'aujourd'hui : le genre, le travail, les femmes sociologues, les conditions de la recherche et de la production scientifique en sciences humaines, la pratique de l'enquête, etc…

Ce que les différentes contributions de ce numéro nous donnent à voir, c'est une pratique des sciences sociales résolument ancrée dans le terrain et sans prétention pour expliquer, d'une manière systémique et globalisante, la société marocaine dans son ensemble.

Les thématiques abordées par les chercheurs n'ont cessé d'évoluer depuis l'indépendance du Maroc, qui a eu lieu en 1956. Ainsi, nous constatons que pendant les années 60 et 70, les problématiques les plus questionnées concernaient essentiellement les fondements de la structure sociétale du Royaume : B. Labari et K. Mellakh, en prenant la sociologie du travail et des professions comme angle d'entrée et d'analyse, citent notamment l'intérêt des chercheurs, dans les premiers vingt années qui suivent l'indépendance, pour la transformation de la société d'un état «traditionnel» à un état «moderne», avec tous ses corollaires : notamment la tribu, la ruralité, la famille, la religion, le sacré et le pouvoir politique.

Les changements socio-économiques qui ont investi la société marocaine ont porté au fur et à mesure les chercheurs à élargir leurs terrains : c'est ainsi que nous pouvons

1. Sociologue, professeure à l'Ecole Hassania des Travaux Publics, Casablanca, grazia.scarfo@gmail.com.
2. Sociologue, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines – Mohammedia, kmellakh@yahoo.fr.

découvrir, dans ce numéro, une analyse d'un très grand intérêt, réalisée par L. Bouasria et S. Moudden sur les différents types de seniors qui caractérisent la famille marocaine. Les enquêtes sur la structure familiale ne datent pas d'aujourd'hui. Et B. Labari et K. Mellakh le soulignent clairement. Cependant, la nouveauté de ces données réside dans le fait que, étant la vieillesse et l'âge abordées dans le passé comme faisant référence à des caractéristiques individuelles, elles ne suscitaient guère l'intérêt des chercheurs en sciences sociales travaillant sur la famille. L. Bouasria et S. Moudden, en les approchant comme des catégories sociales, en font un objet légitime de ces disciplines.

K. Mellakh met en évidence d'autres thématiques intéressantes qui font l'objet, ces dernières années, de l'intérêt des chercheurs : à travers sa lecture d'un ouvrage collectif (*Migration féminine à Casablanca. Entre autonomie et précarité*, 2020), édité sous la direction de L. Bouasria, nous découvrons des études sur les femmes et les jeunes filles célibataires qui migrent à l'intérieur du Maroc. Cette attention pour une nouvelle figure migratoire métropolitaine locale permet aux recherches, conduites par les différents auteurs, de se distinguer des travaux, plus courants aujourd'hui, qui explorent beaucoup plus la circulation internationale des individus que celle interne aux pays. De plus, les études se focalisent sur les femmes qui migrent seules, alors que jusqu'à présent ces dernières étaient analysées essentiellement sous le prisme de la migration masculine.

Nous avons bien dit que les textes présentés ont l'ambition de se baser sur des études empiriques. C'est à ce sujet que se questionnent S. Doukkali, mais aussi S. Naamane Guessous – interviewée par G. Scarfò Ghellab.

Nous posons alors ici les questions suivantes : qu'est-ce qu'il en est de la recherche de terrain en sciences sociales au Maroc ?

Qu'est-ce qu'il en est aussi de la formation de ceux qui doivent partir sur le terrain pour enquêter ?

S. Benbelli, en revenant sur l'ouvrage de J. Khalil (*Sociologie, sociologues, Maroc, So what ?* , 2019) s'interroge sur la pratique de l'enquête et l'évolution de la sociologie au Maroc. S'appuyant sur une base de données des sociologues au Maroc (leurs champs de recherche, leur lieu d'exercice, leurs institutions de rattachement), elle met en évidence ce que l'auteur de cet ouvrage appelle «le projet en construction» de la sociologie marocaine, dont le développement ne peut pas être évalué à l'aune du nombre de diplômés. Ce ne sont que les travaux sur le terrain et les constructions des objets de recherche qui déterminent réellement ceux qui peuvent être comptés parmi les chercheurs en sciences sociales.

Mais quelle place doivent avoir et ont réellement les institutions de formation et notamment l'Université dans ce «projet en construction» ?

L'étude très détaillée de S. Doukkali montre que finalement les chercheurs sont peu soutenus par leurs institutions d'attachement. Leur travail est alors souvent animé par des logiques individuelles. L'absence – ou du moins la faiblesse – du cadre institutionnel de formation et de recherche est aussi rappelé par E.K. Aboulkacem au sujet de sa lecture de l'ouvrage de H. Rachik (*Devenir anthropologue chez soi. Interpréter sa propre culture*, 2022). Cet ouvrage nous donne à voir comment le métier d'anthropologue est exercé au Maroc et nous rappelle que la dynamique de la recherche anthropologique, et plus en général en sciences sociales, est souvent portée au Maroc par des initiatives individuelles et par des petites équipes qui s'activent dans un contexte institutionnel souvent défavorable.

L'entretien réalisé par G. Scarfò Ghellab avec S. Naamane Guessous permet de mettre en exergue les raisons objectives de la faiblesse de la production scientifique marocaine

en sciences sociales, la visibilité limitée des chercheurs au niveau international et les conditions plutôt défavorables à l'ascension des femmes sociologues dans l'espace académique marocain : la faiblesse du cadre institutionnel est encore une fois évoquée comme l'un des problèmes fondamentaux dont il faut tenir compte quand on se penche sur ce phénomène. Les universités et les lieux de formation, plus en général, manquent des moyens nécessaires pour pouvoir soutenir la recherche et toute activité corollaire, telle que par exemple les voyages à l'étranger des enseignants à des fins de spécialisation (séjours de recherche, participation aux colloques à l'étranger, etc.). Puis, notre interviewée met aussi l'accent sur les incidences de l'éducation familiale qui contribue à maintenir «les filles» dans un état de discrétion, de timidité, de peur et qui leur rend difficile la pratique de terrain de recherche, aussi bien dans l'absolu, que si nous les comparons aux hommes.

Cependant, le contexte marocain continue à évoluer et le projet en construction des sciences sociales avance : c'est cela que K. Mellakh nous fait remarquer encore à partir des études sur les femmes migrantes. L'ouvrage collectif est en effet le fruit d'une «collaboration scientifique inédite entre l'Université de Casablanca, un éditeur local (La croisée des chemins) et une association savante, en l'occurrence l'Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les migrations», nous précise K. Mellakh dans le compte-rendu cité plus haut.

Notons que, parmi ces trois acteurs, l'un est justement une institution ; de surcroit, il s'agit de l'une des institutions de référence dans le domaine de la formation : l'Université publique. Ainsi, tout en étant rare, cette collaboration semble promettre des beaux jours pour les sciences sociales au Maroc. Du moins, nous voulons le croire.